

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

18 NOVEMBRE 1996

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 3 avril 1953
d'organisation judiciaire**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA JUSTICE (1)

PAR
M. Servais VERHERSTRAETEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet au cours de
sa réunion du 6 novembre 1996.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Verwilghen.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Vandeurzen, Van Pa-
rys, Verherstraeten, Wil-
lems.
P.S. MM. Borin, Giet, Mou-
reaux.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbos-
sche.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mme de T'Serclaes.
Vl. M. Laeremans.
Blok
Agalev/M. Lozie.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Breyne, Mme D'Hondt (G.), M.
Didden, Mmes Pieters (T.), Ver-
hoeven.
MM. Biefnot, Eerdeken, Minne,
Moock.
MM. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
MM. Delathouwer, Roose, Van der
Maelen.
Mme Herzet, MM. Maingain, Simo-
net.
MM. Beaufays, Viseur (J.-J.).
MM. Annemans, De Man.
M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Bourgeois.
F.N. M. Wailliez.

Voir :

- 735 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

18 NOVEMBER 1996

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van
3 april 1953 betreffende de
rechterlijke inrichting**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Servais VERHERSTRAETEN

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit ontwerp besproken tijdens
de vergadering van 6 november 1996.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Verwilghen.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Vandeurzen, Van Pa-
rys, Verherstraeten, Wil-
lems.
P.S. HH. Borin, Giet, Moureaux.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle,
Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbos-
sche.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mevr. de T'Serclaes.
Vl. H. Laeremans.
Blok
Agalev/H. Lozie.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Breyne, D'Hondt (G.), H. Didden,
Mevr. Pieters (T.), Verhoeven.
HH. Biefnot, Eerdeken, Minne,
Moock.
HH. Chevalier, De Croo, van den
Abeelen, Versnick.
HH. Delathouwer, Roose, Van der
Maelen.
Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simo-
net.
HH. Beaufays, Viseur (J.-J.).
HH. Annemans, De Man.
H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Bourgeois.
F.N. H. Wailliez.

Zie :

- 735 - 96 / 97 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le projet à l'examen vise à conférer une base légale à la désignation — jusqu'ici temporaire — d'un juge d'instruction supplémentaire au tribunal de Neufchâteau. L'extension du cadre de ce tribunal est absolument indispensable pour pouvoir diriger, de manière correcte, les 350 enquêteurs qui s'occupent des dossiers d'enlèvement d'enfants.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Landuyt constate que le projet de loi propose une mesure définitive pour résoudre un problème temporaire. L'intervenant a des objections contre cette méthode. Il propose une solution moins ponctuelle consistant à supprimer la limitation du délai de détachement imposée par le Code judiciaire. Cette mesure pourrait par ailleurs contribuer à assouplir le fonctionnement de l'appareil judiciaire en général, conformément aux objectifs que le gouvernement s'est fixés.

Le ministre estime que, dans les circonstances actuelles, une extension du cadre à Neufchâteau était la solution la plus indiquée.

Le tribunal de Neufchâteau est un petit tribunal, avec un cadre de six juges, qui a, en permanence, des problèmes pour remplir toutes les fonctions (chambre du conseil, tribunal de la jeunesse, etc.). Cette difficulté est encore accentuée par le surcroît de travail occasionné par le dossier Dutroux.

Les dispositions actuelles du Code judiciaire (articles 98 à 100) offrent une solution insuffisante pour résoudre ce problème.

M. Duquesne a également des objections contre la modification de la loi telle qu'elle est prévue dans le projet.

En premier lieu, il n'est pas partisan d'une « loi de circonstance ».

Outre sa fonction symbolique, ce projet vise à résoudre un problème provisoire en lui apportant une solution définitive.

Il est cependant loin d'être certain que tous les dossiers de pédophilie seront effectivement traités à Neufchâteau.

Le Code d'instruction criminelle prévoit en la matière des règles strictes qui devront être respectées. Pour le surplus, cet arrondissement ne doit pas faire face, abstraction faite du dossier de la pédophilie, à de graves problèmes de criminalité ou à un volume de travail excessif.

L'intervenant fait en outre observer qu'à présent qu'un juge a été retiré du cadre d'Arlon, la situation est également devenue problématique dans cet arrondissement.

Le membre souligne que la mesure proposée ne remédie en rien à un problème qui est d'ordre struc-

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

Dit ontwerp beoogt een bestendige basis te geven aan de tijdelijke aanwijzing van een onderzoeksrechter die toegevoegd werd aan de rechtbank van Neufchâteau. De uitbreiding van de formatie van deze rechtbank is absoluut noodzakelijk om de 350 onderzoekers die in de dossiers rond de verdwenen kinderen actief zijn, behoorlijk te begeleiden.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Landuyt stelt vast dat het wetsontwerp een definitieve maatregel voorstelt als oplossing voor een tijdelijk probleem. De spreker heeft bezwaren tegen die werkwijze. Hij stelt een minder punctuele oplossing voor die er in bestaat dat de beperking die het Gerechtelijk Wetboek stelt aan de termijn van detachering, wordt opgeheven. Die maatregel kan tevens bijdragen tot een versoepeling van de werking van het gerechtelijk apparaat in het algemeen, wat ten andere een doelstelling is die door deze regering wordt nagestreefd.

De minister meent dat een formatie-uitbreiding in Neufchâteau, in de huidige omstandigheden, de meest aangewezen oplossing was.

De rechtbank van Neufchâteau is een kleine rechtbank, met zes rechters en heeft daardoor permanent een probleem om alle functies te vervullen (raadkamer, jeugdrechtbank enz.). Die moeilijkheid wordt nog vergroot door de werklast van het dossier-Dutroux.

De huidige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (artikelen 98 tot 100) bieden een ontoereikende oplossing voor het probleem.

Ook *de heer Duquesne* heeft bezwaren bij de voorgestelde wetswijziging.

Allereerst is hij geen voorstander van een « gelegenheidswet ».

Dit ontwerp heeft naast een symbolische functie, de bedoeling om een tijdelijk probleem op te lossen door middel van een definitieve regeling.

Bovendien moet worden opgemerkt dat het lang niet zeker is dat alle pedofiliedossiers die thans worden onderzocht, ook effectief in Neufchâteau zullen behandeld worden.

Het Wetboek van Strafvordering stelt terzake strikte regels vast die zullen moeten gevolgd worden. Voor het overige heeft dit arrondissement, het pedofiliedossier buiten beschouwing gelaten, niet te kampen met ernstige criminaliteitsproblemen of een overdreven werklast.

Voorts merkt de spreker op dat de situatie in het arrondissement Aarlen ondertussen ook problematisch is geworden ingevolge het wegnemen van een rechter uit hun formatie.

Het lid onderstreept dat de maatregel die wordt voorgesteld in geen enkel opzicht remédieert aan een

turel et qui a déjà été très souvent abordé par cette commission. Il eût été préférable d'opter pour la formule du « juge de complément » pour l'ensemble du territoire, qui a déjà été proposée au sein de la commission pour répondre à des besoins particuliers à certains endroits à un moment donné.

M. Bourgeois critique également le manque de créativité de la mesure proposée. Les Pays-Bas appliquent depuis longtemps un système dans lequel les juges ne sont plus attachés à un tribunal déterminé mais peuvent être affectés n'importe où dans le pays, en fonction des besoins. Le membre fait observer que le problème se pose avec davantage d'acuité encore dans les tribunaux de moindre importance qui doivent parfois faire preuve d'une grande inventivité pour instruire tous les dossiers avec l'effectif disponible.

De telles difficultés organisationnelles compromettent le bon fonctionnement des tribunaux.

Le rapporteur estime également, comme *M. Bourgeois*, qu'il y a trop peu de magistrats. Si le nombre de magistrats a doublé depuis quarante ans, le nombre d'affaires a, lui, quadruplé au cours de la même période.

Une comparaison avec d'autres pays montre que le nombre de magistrats est relativement faible en Belgique.

MM. Van Parys et Vandeurzen soulignent que l'initiative législative à l'examen est une mesure ponctuelle mais nécessaire.

Il faut mettre à profit le problème apparu à Neufchâteau pour examiner comment l'on pourrait résoudre les difficultés qui se posent dans les autres tribunaux.

Le président rappelle que le tribunal de Termonde a également obtenu une extension de son cadre au moment où il était chargé d'enquêter sur les tueurs du Brabant. Le président estime également qu'il faut prendre d'urgence des mesures structurelles afin de résoudre les problèmes organisationnels de certains tribunaux. On pourrait s'inspirer à cet égard du modèle néerlandais évoqué par *M. Bourgeois*. Le président estime que le ministre pourrait prendre un engagement en la matière à l'occasion du vote sur le projet de loi à l'examen.

III. — REPONSES DU MINISTRE

Le ministre est parfaitement conscient des problèmes évoqués par un certain nombre de membres. C'est surtout dans les petits tribunaux, c'est-à-dire dans les tribunaux à six juges (comme à Neufchâteau), qu'il est difficile d'assumer toutes les fonctions sans créer une indisponibilité. Il faut toutefois choisir entre la prise de mesures structurelles, qui, bien qu'étant incontestablement nécessaires, ne pourront être prises à bref délai et l'option consistant à appor-

problème datant de structurele aard is en dat reeds zeer vaak in deze commissie ter sprake is gekomen. Het ware beter geweest om werk te maken van het systeem van de « toegevoegde rechter » voor het gehele grondgebied dat in deze commissie reeds werd voorgesteld om te voorzien in behoeften die op een gegeven ogenblik karakteristiek zijn voor bepaalde plaatsen.

Ook *de heer Bourgeois* laakt het gebrek aan creativiteit van de voorgestelde maatregel. Nederland heeft reeds lang een systeem waarbij rechters niet meer aan een bepaalde rechtbank worden verbonden maar landelijk kunnen worden ingezet, afhankelijk van de wisselende behoeften. Het lid merkt op dat het probleem nog nijpender is in de kleine rechtbanken die soms zeer inventief moeten zijn om alle dossiers te behandelen met het beschikbare personeel.

Dergelijke organisatorische moeilijkheden hypothekeren de goede werking van de rechtbanken.

De rapporteur is het met *de heer Bourgeois* eens dat er te weinig magistraten zijn. Al is het aantal magistraten, in vergelijking met veertig jaar geleden verdubbeld, het aantal zaken is in diezelfde periode verviervoudigd.

Uit de vergelijking met andere landen blijkt dat het aantal magistraten aan de lage kant is.

De heren Van Parys en Vandeurzen onderstrepen dat het voorliggende wetgevende initiatief een punctuele maar noodzakelijke maatregel is.

Naar aanleiding van de toestand die zich in Neufchâteau voordoet moet worden nagegaan hoe de problemen die in de andere rechtbanken rijzen kunnen opgelost worden.

De voorzitter herinnert eraan dat de rechtbank van Dendermonde ook een formatie-uitbreiding kreeg toen ze destijds belast was met het onderzoek naar de Bende van Nijvel. Ook de voorzitter meent dat er dringend structurele maatregelen nodig zijn om de organisatorische problemen van sommige rechtbanken op te lossen. De Nederlandse oplossing, waaraan *de heer Bourgeois* herinnerde zou daarbij model kunnen staan. De voorzitter is van oordeel dat de minister naar aanleiding van de stemming over dit wetsontwerp, ter zake een engagement moet kunnen aangaan.

III. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER

De minister is zich terdege bewust van de problemen die door een aantal leden werden naar voren gebracht. Vooral in de kleinere rechtbanken, dit wil zeggen in rechtbanken met zes rechters (zoals in Neufchâteau), is er een probleem om alle functies waar te nemen zonder dat er een onbeschikbaarheid ontstaat. Er moest evenwel een keuze gemaakt worden tussen structurele maatregelen, die ongetwijfeld nodig zijn maar niet in de nabije toekomst kunnen

ter une solution immédiate au problème ponctuel qui se pose actuellement à Neufchâteau.

IV. — REPLIQUES

M. Landuyt estime qu'il était possible de faire d'autres choix. Une simple prorogation de la mesure de détachement pour une période de six mois aurait déjà permis de mener un débat plus approfondi, qui aurait pu déboucher sur des solutions plus efficaces.

M. Bourgeois se rallie à ce point de vue. Le projet à l'examen prouve que les débats parlementaires sur la justice donnent généralement peu de résultats concrets.

Le président conclut que le vote sur ce projet ne peut pas constituer un précédent et que le débat sur les mesures structurelles à prendre dans la magistrature aura bel et bien lieu.

V. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

M. Duquesne demande si l'extension de cadre aura pour conséquence que le juge d'instruction qui a été désigné pour instruire le dossier Dutroux sera remplacé, dans un proche avenir, par le juge nommé dans le cadre.

Le ministre répond qu'en ce qui concerne les nominations, il doit se fonder sur les avis qui lui sont donnés.

Il lui paraît toutefois extrêmement important d'assurer la continuité de l'enquête et, dès lors, souhaitable que l'instruction soit poursuivie par le même magistrat instructeur.

L'article 2 et l'ensemble du projet sont ensuite adoptés à l'unanimité, sans modification.

Le rapporteur,

S. VERHERSTRAETEN

Le président,

M. VERWILGHEN

gerealiseerd worden en een onmiddellijke oplossing voor het punctueel probleem dat zich in Neufchâteau voordoet.

IV. — REPLIEKEN

De heer Landuyt meent dat er andere keuzes mogelijk waren. Een eenvoudige verlenging van de detacheringstermijn van zes maanden zou reeds ruimte gelaten hebben voor een meer diepgaand debat dat tot efficiëntere oplossingen had kunnen leiden.

De heer Bourgeois sluit zich hierbij aan. Dit ontwerp bewijst dat de parlementaire debatten over justitie in het algemeen weinig concrete resultaten opleveren.

De voorzitter besluit dat de stemming over dit ontwerp niet als precedent kan gelden en dat het debat over de structurele maatregelen in de magistratuur gevoerd zal worden.

V. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking en wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De heer Duquesne vraagt of de formatie-uitbreiding tot gevolg zal hebben dat de thans aangewezen onderzoeksrechter voor het dossier Dutroux binnen afzienbare tijd vervangen zal worden door de binnen de formatie benoemde rechter.

De minister antwoordt dat hij voor de benoemingen dient te steunen op de adviezen die hem dienaangaande worden verstrekt.

De continuïteit van dit onderzoek is echter van groot belang en het lijkt dus ook aangewezen dat het onderzoek in de handen van dezelfde onderzoeksmagistraat zou blijven.

Artikel 2 en het gehele ontwerp worden achtereenvolgens ongewijzigd en eenparig aangenomen.

De rapporteur,

S. VERHERSTRAETEN

De voorzitter,

M. VERWILGHEN